

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50678

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

codes de l'aristocratie française: elle a su garder et transmettre ses positions élitaires par ses fils et ses filles et se caractérise par le maintien de son capital spécifique qu'elle a su combiner avec beaucoup d'intelligence à un capital culturel et social plus général inhérent à toute société moderne.

La comparaison européenne nous montre une aristocratie allemande très diversifiée, très segmentée – impossible, de ce fait, d'en écrire une histoire nationale; c'est une histoire régionale, catégorielle (la haute noblesse, la noblesse militaire, les grands propriétaires terriens...). Plutôt clairsemée au sud et à l'ouest de l'Allemagne, c'est vers l'est de l'Elbe que l'on parle de 20 000 familles nobles peu fortunées au début du XX<sup>e</sup> s. L'influence politique prépondérante de l'aristocratie prussienne dans les luttes pour le pouvoir, sa résistance opiniâtre au bon fonctionnement du système parlementaire et à l'ouverture vers la modernité sont de notoriété publique, notamment celle des puissants groupes d'intérêts dans l'agriculture – domination de la terre *et* des hommes. La camarilla autour de Frédéric-Guillaume IV, plus tard autour de Guillaume II n'a cessé de peser sur les gouvernements jusque dans l'entourage de Hindenburg, prônant ouvertement son hostilité à l'instauration d'un régime républicain. Après 1918, la puissante Deutsche Adelsgenossenschaft (DAG) se rapproche de plus en plus d'un concept élitiste de «race», d'où son attirance vers les théories du national-socialisme et encourage vivement la publication de l'ouvrage »Das Eiserne Buch Deutschen Adels Deutscher Art« (EDDA) pour le *grand Reich* germanique.

Deux chapitres intéressants: l'aristocratie parmi les chefs des SA et des SS. Peu nombreux dans les SA, les aristocrates »au chômage« originaires de Prusse orientale, de Silésie, du Brandebourg, plus âgés que les autres membres, accèdent rapidement aux grades les plus élevés. Dans la perspective *völkisch* de la DAG, ils sont beaucoup plus nombreux sous l'uniforme des SS: dès 1937, Himmler parle de la création, plus exactement de la culture sélective – *Zucht, Züchtigung*, termes qui lui sont chers – d'une nouvelle aristocratie de l'action, de la performance (*Adel der Leistung*): nombreuses sont les références citées, depuis Oswald Spengler, Edgar Julius Jung, Gottfried Benn jusqu'au biologiste Hans F. K. Günther et Walther Darré.

Une troisième partie de l'ouvrage révèle des parcours très intéressants et peu connus de quelques femmes de l'aristocratie allemande (1890–1939) qui ont eu le courage et la ténacité de vivre une vie active, riche et intelligente, hors-normes: la comtesse Franziska von Reventlow, la rebelle, Daisy Cornwallis-West (épouse de Henri XV, prince de Pless et comte de Hochberg), Marie von Wendt-Gevelinghausen; toutes les trois ont pris leurs distances avec le monde clos et confiné de leurs pairs.

La dernière partie est consacrée aux dignitaires militaires pendant la Grande Guerre et après la débâcle: les frères Alexander et Ludwig von der Marwitz (noblesse militaire du Brandebourg), les comtes Andreas Bernstorff, Rüdiger von der Goltz et beaucoup d'autres à travers leur correspondance, leurs mémoires et journaux ou leur autobiographie ainsi qu'aux aristocrates d'Allemagne du Sud, à la fois conservateurs et libéraux, cultivés et raffinisés, loin en tout cas des hobereaux de l'Est.

Marianne WALLE, Rouen

Volker STALMANN, Die Partei Bismarcks. Die Deutsche Reichs- und Freikonservative Partei 1866–1890, Düsseldorf (Droste) 2000, 544 p. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 121), ISBN 3-7700-5226-9, EUR 60,30.

Cette thèse sur la Deutsche Reichs- und Freikonservative Partei comble une lacune dans l'étude du conservatisme allemand au XIX<sup>e</sup> s., lacune surprenante dans la mesure où le parti a joué un rôle important dans la fondation du Reich allemand. L'absence de monographie du parti s'explique sans doute en partie par la destruction des papiers de ses principaux dirigeants, Bethusy-Huc, Wilhelm von Kardorff, Zedlitz.

Fondé après Sadowa, autour de nobles libéraux comme le comte Bethusy-Huc et Wilhelm von Kardorff, le »parti du Reich conservateur libre« représente un courant libéral du conservatisme allemand qui démontre une capacité d'adaptation aux évolutions politiques, économiques et sociales du XIX<sup>e</sup> s. Mais, c'est surtout »le parti de Bismarck«, comme le souligne le titre de l'ouvrage, son soutien le plus fidèle dans la fondation et la consolidation du Reich jusqu'en mars 1890. Il contribue à la fondation de la Confédération d'Allemagne du Nord, puis à celle du Reich et joue avec les nationaux libéraux un rôle essentiel dans l'organisation politique, économique et juridique du Reich. Il participe au *Kulturkampf* et à la réforme administrative des cercles en Prusse (*Kreisordnungsreform*) de 1872. Il prend ses distances avec les conceptions constitutionnelles des nationaux libéraux de gauche et, à la suite de la crise économique de 1873, avec les conceptions économiques libérales du parti. Le tournant antilibéral de Bismarck, en 1878/79, provoque cependant quelques remous, avec le retrait progressif d'hommes comme Bethusy-Huc (1880), mais le parti accompagne le tournant à droite du chancelier, soutenant la législation antisocialiste et le protectionnisme douanier, tout en restant lié, dans les questions culturelles, aux nationaux libéraux en Prusse. Il soutient la politique sociale interventionniste de Bismarck dans les années 1880.

L'auteur analyse avec précision l'évolution politique du parti, mais consacre aussi de longs développements à l'organisation, à l'implantation régionale, aux campagnes électorales en Prusse et dans le Reich, à la sociologie électorale, sans négliger la biographie des principaux dirigeants. La Reichspartei est un »parti de notables à l'ère des masses«, constitué d'aristocrates et de grands bourgeois (industriels, grands propriétaires, hauts fonctionnaires). Il n'a guère d'organisation et les groupes parlementaires du Reich et de Prusse assurent sa cohésion. Lors des élections, il s'appuie sur l'influence sociale et économique de ses candidats, compte sur le soutien de l'administration et fait campagne sur le nom de Bismarck. Le suffrage universel inégal, indirect et public au niveau des États fédéraux lui est particulièrement favorable. L'implantation régionale du parti est très inégale; il est présent dans à peine un tiers des circonscriptions aux élections de 1878 où il présente le plus de candidats et obtient le maximum de voix avec 13,6% des suffrages exprimés et 57 députés. Il est particulièrement influent hors de la vieille Prusse, dans les régions biconfessionnelles de Rhénanie, de Westphalie, ainsi qu'en Silésie. Il est absent du Schleswig-Holstein et du Hanovre où le sentiment antiprussien est très fort. En Saxe prussienne et dans les royaumes de Saxe et de Wurtemberg, sa présence dépend de personnalités influentes isolées. La participation active au *Kulturkampf* en fait un parti protestant et le coupe d'un électorat catholique à l'origine très important, puisque près de la moitié de ses députés au Reichstag de la Confédération d'Allemagne du Nord et près d'un quart du Landtag prussien étaient catholiques avant 1871. Contrairement au parti conservateur allemand, son implantation ne se limite pas aux circonscriptions agraires et il est aussi bien représenté dans les circonscriptions artisanales et industrielles.

Après 1890, le parti du Reich connaît un déclin rapide et inexorable, si bien qu'il ne recueille guère plus de 3% des suffrages exprimés en 1912. Avec le départ de Bismarck en mars 1890, il perd sa figure d'intégration nationale, alors que, malgré des tentatives tardives d'organisation, il reste un »parti sans sous-officiers et sans troupes«. Il ne peut s'appuyer, comme les conservateurs allemands, sur un »milieu socio-moral« spécifique. Depuis que le *Kulturkampf* lui a fait perdre son électorat catholique, il dispute l'électorat protestant aux conservateurs allemands et aux nationaux libéraux. Alors qu'il pouvait prétendre représenter seul, dans les milieux conservateurs, l'idée nationale avant 1871, le ralliement progressif des conservateurs prussiens à l'unité allemande et la création, en 1876, du parti conservateur allemand lui enlève ce monopole. Il tente, avec succès en 1878 et en 1887, d'exploiter le nationalisme contre les »ennemis du Reich« et les minorités à l'intérieur (catholiques, sociaux-démocrates, Polonais) et contre les menaces extérieures, mais il n'a plus l'exclusivité du nationalisme après le départ de Bismarck.

L'ouvrage est solide, bien documenté, et s'appuie sur le dépouillement d'archives administratives (Reichskanzleramt, puis Reichskanzlei, ministère prussien, Auswärtiges Amt), de nombreux *Nachlässe* (en particulier celui de Hermann zu Hohenlohe-Langenburg), des Archives Bismarck et d'une presse très abondante. Il constitue une contribution importante à la connaissance du conservatisme allemand, des partis politiques et du Reich bismarckien.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Michael E. NOLAN, *The Inverted Mirror. Mythologizing the Enemy in France and Germany, 1889–1914*, New York, Oxford (Bergahn) 2005, 224 S. (Studies in Contemporary European History), ISBN 1-57181-669-0, USD 55,00.

Die Rolle der nationalen Feindbilder in den deutsch-französischen Beziehungen an der Wende zum 20. Jh. stellt wahrlich alles andere als ein unbearbeitetes Forschungsfeld dar. Der amerikanische Historiker Nolan rechtfertigt seinen schmalen Band dennoch mit der Bemerkung, daß es nur wenige spezielle Darstellungen über die Mythologisierung von Feindbildern und deren Wahrnehmung gebe (S. 2). Dabei übersieht er offenbar, daß der Komplex des Feindbildes nichts weniger als ein zentraler Bestandteil der überbordenden Literatur zum konfliktreichen deutsch-französischen Verhältnis ist<sup>1</sup>.

Die Grundidee des Buches, nämlich die in beiden Ländern öffentlich gemachten Zerrbilder des anderen in ihrer jeweiligen Gegenüberstellung zu analysieren, ist nichtsdestoweniger ein interessanter Ansatz. Ausgehend von der Image-Theorie des amerikanischen Wirtschaftstheoretikers Kenneth Boulding versteht Nolan das Feindbild als Konglomerat von Symbolen, die ihrerseits auf eine Vielzahl von möglichen Quellen zurückgehen (S. 3). Indem er jedoch gleich zu Beginn behauptet, das Bild des »Erbfeindes« wäre ein reines Produkt des Krieges von 1870/71 (S. 5), vergibt er die Chancen seiner eigenen Vorüberlegungen nahezu völlig. Zahlreiche Studien haben die historische Komplexität dieses Begriffes unterstrichen, der in Deutschland in Ansätzen schon im 17. Jh. nachweisbar ist und sich in Frankreich spätestens seit dem Revolutionsjahr 1848 kontinuierlich auch im massenmediale Kontext entwickelt<sup>2</sup>. Die Beschränkung auf den relativ kurzen Zeitraum zwischen 1898 und 1914 hätte zudem die Möglichkeit zu einer wesentlich schärferen Ausschnittsbeleuchtung geboten als Nolan sie vorlegt. Statt dessen reißt er in fünf Kapiteln verschiedene Problematiken lediglich an:

Im ersten Kapitel werden die deutsch-französischen Beziehungen im Untersuchungszeitraum in einem knappen Überblick dargestellt (S. 9–22). Kapitel zwei dient der Einführung in die Rolle des Erbfeind-Diskurses im Hinblick auf die Kriegserinnerung von 1871 und die Erwartung eines neuen Krieges (S. 23–46). Kapitel drei ist der ökonomischen Seite des Konflikts gewidmet, der, wie Nolan zu Recht unterstreicht, auf beiden Seiten von Voraussagen des unaufhaltsamen Niedergangs Frankreichs infolge sinkender Bevölkerungszahlen geprägt war (S. 47–68). Im vierten Kapitel geht er auf die Darstellung der Elsässer und Lothringer als Opfer der deutschen Besetzung ein (S. 69–86). Auffallend ist hierbei eine

1 Das Standardwerk von Michael JEISMANN, *Das Vaterland der Feinde: Studien zum nationalen Feindbegriff und Selbstverständnis 1792–1918*, Stuttgart 1992, findet sich zwar im Literaturverzeichnis, wird aber weder zitiert noch diskutiert.

2 Vgl. Franz BOSBACH, *Der französische Erbfeind. Zu einem deutschen Feindbild im Zeitalter Ludwigs XIV.*, in: Id. (Hg.), *Feindbilder. Die Darstellung des Gegners in der politischen Publizistik des Mittelalters und der Neuzeit*, Köln 1992, S. 117–139. Zur Verfestigung von Zerrbildern zwischen 1848 und 1870 vgl. Michaela SIEBE, *Von der Revolution zum nationalen Feindbild. Frankreich und Deutschland in der politischen Karikatur des 19. Jahrhunderts*. Keines der beiden Werke findet sich in Nolans Literaturverzeichnis.